

L'UNITE : LA QUESTION DECISIVE

Face au chômage actuel, devant la crise du capitalisme, devant les projets patronaux, notre réponse est sans ambiguïté : l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations peut briser l'engrenage de la politique bourgeoise. Elle seule le peut

Unité pour battre Giscard lors des élections : patron des patrons, il est responsable direct du chômage !

Unité pour imposer les 35 heures, tout de suite, sans perte de salaire : pour lutter pratiquement contre le chômage, pour l'unité de tous les travailleurs, français et immigrés, hommes et femmes, travailleurs sans emplois, précaires ou stables.

Ce n'est donc pas sans raison que nous accusons les directions ouvrières : leur division fait le jeu du gouvernement et du patronat.

Pour unir toutes les catégories de travailleurs, il faut évidemment un objectif commun. Si chacun se bat sur des positions particulières, comment éviter les manœuvres patronales et gouvernementales ? Le jeu est trop simple : il consiste à faire semblant de donner aux uns tout en culpabilisant les autres en les traitant de « nantis ».

Pour construire un rapport de forces, chacun doit savoir que tous sont en lutte pour le même objectif : la réduction massive du temps de travail, même si elle signifie des choses différentes pour les travailleurs postés de la chimie ou pour les employés des centres de tri PTT, est un tel objectif unificateur.

Au lieu de lui faire jouer son rôle, au lieu de faire converger toutes les luttes pour le droit à l'emploi de toutes et de tous, les directions syndicales ont cherché à défendre chaque catégorie pour elle-même.

Leur espoir, c'est d'obtenir plus facilement des concessions, au coup par coup. C'est ce que la CGT a appelé « être au plus près des travailleurs » et ce que la CFDT a nommé « recentrage sur les revendications spécifiquement syndicales ».

Mais cette démarche réformiste est aussi utopique et dangereuse que le projet de relance de la consommation pour assurer le plein emploi (voir p. 39) ou que la négociation de plans industriels (voir p. 41).

● Quand une catégorie obtient une concession, les directions syndicales vont-elles dire aux autres de renon-

cer à en demander la généralisation ?

Ce serait tenir le même langage que les patrons.

● Quand le patronat ne veut pas lâcher sur les revendications, faut-il abandonner la lutte des classes pour prendre la voie de garage d'un marchandage sans principes, dans le seul but de pouvoir se flatter des « résultats » ?

Cela revient à transformer le syndicat : au lieu de rester un organe de lutte, il devient un auxiliaire du patronat pour tromper les travailleurs.

● Quand de grandes revendications ont été obtenues, c'est parce que l'ensemble des travailleurs étaient entrés en mouvement.

Ce fut le cas en 1979 (journée de 8 heures).

Ce fut le cas en 1936 (loi des 40 heures par semaine).

Ce fut le cas en 1963 : toute la classe ouvrière, en soutenant les mineurs, a obligé de Gaulle à abandonner ses décisions de répression antisyndicale. Ce grand mouvement a marqué la fin d'une longue période de défaites (de 1948 à 1963).

Ce fut le cas en 1968 : pour la revalorisation du SMIG ; mais pas pour la réduction massive du temps de travail : les négociations de Grenelle avaient réduit la revendication à un « calendrier pour revenir aux 40 heures ».

Alors que ce sont des mouvements de grève généralisée qui ont fait avancer les grandes revendications ouvrières, pourquoi donc les di-

rections syndicales s'opposent-elles de toutes leurs forces à la perspective d'une grève générale ?

La réponse à cette question, même connue, mérite d'être résumée ici : les désaccords entre les directions aujourd'hui majoritaires dans les syndicats et nous sont tout à fait fondamentales.

En effet, chaque grève générale met à l'ordre du jour une crise politique, le renversement du pouvoir par l'initiative des masses ; cela bouleverse les formes de relations entre syndicats-patronat et Etat auxquelles les directions réformistes sont habituées. Quand les travailleurs sont à l'action au cours d'une grande lutte généralisée, les éléments bureaucratés des directions syndicales ne savent plus trop à quoi ils servent. Souvent, ils ressentent cette volonté de combattre comme « aventuriste », et font tout pour l'arrêter ou la détourner de ses buts.

Quant aux partis, PC et PS, ils ne veulent à aucun prix se trouver portés au gouvernement par des travailleurs conscients, organisés, capables de les contrôler et d'agir. N'ont-ils pas refusé, de 1972 à 1977, quand ils avaient leur accord le gouvernement (le Programme commun de gouvernement), la création de comités unitaires pour le changement : ils ne voulaient pas que se crée une dynamique trop forte, et c'était l'époque du « faites confiance à notre unité au sommet ».

Leurs divisions actuelles, comme leur accord de gouvernement hier, font obstacle à une véritable unité des travailleurs.

Nous sommes donc bien obligés de partir de cette réalité :

— d'une part, toutes les leçons des luttes passées prouvent que, pour changer de société, la classe ouvrière doit unir ses forces dans une lutte d'ensemble ;

— d'autre part, aujourd'hui, chaque catégorie de travailleurs est isolée, contrainte de subir les décisions de la bourgeoisie et les freinant par des luttes dures mais dispersées.

DEFENDRE LES CHOMEURS TISSER L'UNITE DES CHOMEURS ET DES ACTIFS

Pour permettre d'indemniser plus de chômeurs avec la même masse budgétaire, les syndicats ont accepté, en mars 1979, de réformer le système d'indemnisation. Curieuse conception de la lutte pour la défense des chômeurs ! Du coup, les dirigeants syndicaux sont responsables de la situation des chômeurs aujourd'hui non indemnisés...

Avec une telle conception qui se soucie de faire des économies dans la